

Les anti-Iter ont tenté de perturber le 2^e débat public dans les Alpes

Deux cents personnes ont manifesté bruyamment à Sainte-Tulle. Le deuxième rendez-vous sur ce projet a pu avoir lieu, mais sous haute protection policière

Trois cents personnes à l'intérieur de la salle Regain de Sainte-Tulle, près de Manosque, deux cents dehors. Le débat sur le projet Iter n'aura pas été complètement public, hier soir dans les Alpes-de-Haute-Provence. Et s'il a pu finalement avoir lieu, c'est sous haute protection policière. À l'entrée de la salle les manifestants ont en effet été refoulés par un cordon serré de gendarmes. Consigne avait été donnée par le préfet de Région pour que les incidents du premier rendez-vous à Aix-en-Provence (lire *La Provence* du 27 janvier) ne se reproduisent pas. Mais tandis que Patrick Legend, le président de la commission particulière s'égosillait à tenter d'expliquer les grandes étapes et les modalités du débat public, les manifestants se sont mis à protester bruyamment en réclamant - en vain - l'entrée de la salle. Un nouveau refus qui a attisé leur colère et provoqué quelques échauffourées avec les forces de l'ordre.

Quelques minutes plus tard, plusieurs vitres du centre ont volé en éclats. Stéphane Lhomme,



Pendant le débat, des heurts se sont produits en fin de journée entre les gendarmes et des opposants au projet. Photo Eric CAMOIN

porte-parole du réseau "Sortir du nucléaire" qui regroupe 725 associations, est alors apparu dans l'embrasure pour hurler : "Annulez les décisions, respectez la démocratie !" Il a été finalement repoussé par les gendarmes.

Le débat s'est poursuivi au son d'une fanfare et dans le brouhaha, les manifestants tapant sur

les barrières de protection et sur les vitres de la salle de réunion. Tour à tour Yannick Imbert, directeur du projet auprès du ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, Pascale Amenc-Antoni, directrice du CEA de Cadarache et Michel Chatelier, chef du département recherche sur la fusion au CEA, ont brossé à grands traits les mo-

dalités du projet avant de répondre aux questions des participants. Sur les risques - nucléaires, chimiques et extérieurs avec les tremblements de terre et les inondations - contre lesquels les normes de protection "seront celles du CEA".

Baguette magique

Sur l'emploi - Iter aura un impact importants sur l'économie de la région mais, a souligné Yannick Imbert, "il serait malhonnête de laisser croire, dans cette région qui est à 2 ou 3 points au-dessous de la moyenne nationale qu'Iter sera la baguette magique qui va inverser la tendance".

Quant à la question cruciale posée par une représentante des Verts : "Iter peut-il être remis en question à l'issue du débat public ?" "Il y a des précédents", dira le président de la commission tandis que Yannick Imbert sera plus catégorique : "Lorsque 32 gouvernements, tous démocratiquement élus, décident de s'associer pour lancer ce type de projet, ça paraît tout de même peu probable !"

André-Denis MOUSSET